

DATA-DRIVEN LEARNING, TERMES ET COLLOCATIONS TERMINOLOGIQUES: UN DÉFI POUR LA FORMATION EN TRADUCTION JURIDIQUE

DATA-DRIVEN LEARNING AND TERMINOLOGICAL COLLOCATIONS: A CHALLENGE FOR LEGAL TRANSLATION TRAINING

DATA-DRIVEN LEARNING, TERMOS E COLOCAÇÕES TERMINOLÓGICAS : UM DESAFIO PARA FORMAÇÃO EM TRADUÇÃO JURÍDICA

*Christina Dechamps**

Universidade NOVA de Lisboa, Lisboa, Portugal

Résumé: Dans le cadre de cet article, nous nous proposons, 1) de réfléchir aux défis de la formation initiale et/ou continue des traducteurs juridiques en ce qui concerne notamment l'emploi correct des termes et des collocations terminologiques, 2) de présenter une méthodologie de travail à appliquer au niveau de cette formation, méthodologie inspirée principalement des principes du Data – Driven Learning et faisant l'objet d'une expérience déjà en cours dans l'université dans laquelle nous travaillons et 3) de démontrer les avantages scientifiques et pédagogiques du Data – Driven Learning dans l'acquisition d'une compétence stratégique en traduction.

Mots-clés: traduction juridique; formation; Data-Driven Learning; termes; collocations terminologiques.

Abstract: *In this article, we propose, 1) to reflect on the challenge of initial and/or continuous training of legal translators, particularly concerning the correct use of terms and terminological collocations, 2) to provide a teaching methodology to be applied in the translation training, based on the principles of the Data-Driven Learning and on our teaching experience at the university where we work and 3) to demonstrate the scientific and pedagogical advantages of Data-Driven Learning in acquiring a strategic competence in translation.*

Keywords: *Legal Translation; Training; Data-Driven Learning; Terms; Terminological Collocations*

Resumo: *No âmbito deste artigo, tentaremos 1) refletir nos desafios da formação inicial e/ou contínua dos tradutores jurídicos no que diz respeito, nomeadamente, ao uso correto dos termos e das colocações terminológicas, 2) apresentar uma metodologia de trabalho aplicável a nível desta formação, metodologia inspirada principalmente dos princípios do Data-Driven Learning e já em aplicação nas cadeiras que lecionamos e, por fim, 3) evidenciar as vantagens científicas e pedagógicas do Data-Driven Learning na aquisição de uma competência estratégica em tradução.*

Keywords: *Tradução jurídica; formação; Data-Driven Learning; termos; colocações terminológicas.*

* Professora na Universidade NOVA de Lisboa – UNL, e pesquisadora no NOVA CLUNL, Lisboa, Portugal; cdechamps@fcs.unl.pt

Introduction

Repenser à la question de la formation des (futurs) traducteurs juridiques ne peut en aucun cas s'éloigner de la réflexion portant sur la terminologie juridique et, plus précisément, sur la description des termes et des collocations terminologiques de ce domaine de spécialité qui se présentent souvent comme de véritables obstacles en traduction. Par ailleurs, il est aussi nécessaire de considérer la(les) méthodologie(s) d'enseignement appliquée(s) ou à appliquer dans ce type de formation. En d'autres mots, la réflexion présentée ici s'encadre dans le contexte plus large de la didactique de la traduction et cherche à démontrer les avantages scientifiques et pédagogiques du *Data-Driven Learning* et des principes que cette méthodologie préconise dans l'acquisition d'une compétence stratégique en traduction, compétence qui permet de traduire plus efficacement les textes juridiques et, plus particulièrement, les termes et les collocations terminologiques qui s'y trouvent.

La collocation terminologique: une proposition de définition

Comme évoqué *supra*, la traduction des termes et surtout des collocations terminologiques est souvent problématique, dû notamment à la limitation des dictionnaires et bases de données terminologiques qui négligent, dans la plupart des cas, la description de la combinatoire des termes.

Mais, avant tout, qu'est-ce une collocation terminologique? En 2013, nous définissions la collocation de la manière suivante: "une combinaison non libre constituée d'une base (N = terme), choisie librement et d'un collocatif qui permet d'attribuer un sens spécifique à l'expression et/ou qui l'encadre dans un discours plus ou moins spécialisé" (DECHAMPS, 2013b, p. 192).

En reprenant les travaux de Rute Costa (2004a et 2004b, entre autres), nous ajouterons que la collocation terminologique est une combinatoire récursive de deux (ou plusieurs) unités lexicales où, au moins, l'une est un terme et dont la totalité des parties ne désigne pas un et un seul concept, contrairement au terme complexe qui, lui, renvoie à un seul concept. En langue juridique, nous pouvons en donner les exemples suivants. La *procuracion ad litem* ou *mandat ad litem* ou encore *mandat de représentation en justice (procuração forense)* est un terme complexe qui

désigne un type spécifique de procuration (mandat qui confère à une personne habilitée par la loi le pouvoir de représenter une autre devant la justice). *Révoquer une procuration/un mandat ad litem* (*revogar uma procuração forense*) est une collocation car, en plus du terme (*procuration/mandat ad litem*), nous avons le verbe colloca-tif *révoquer* – synonyme d'*annuler*, *mettre fin à* – relativement attendu pour avoir l'habitude de se combiner de façon récurrente dans le discours juridique avec ce terme complexe, contrairement aux deux autres verbes cités qui s'associent moins fréquemment à ce même terme. De plus, dans cette dernière expression, l'ensemble des lexèmes ne renvoie pas à un et un seul concept.

Entre les deux catégories – l'unité terminologique complexe et la collocation terminologique –, il y a aussi des collocations qui présentent un degré de figement très élevé entre leurs constituants ; caractéristique qui indique que ces mêmes collocations sont en voie de devenir des termes et de désigner ainsi un seul concept. C'est notamment le cas de *donner mandat à* (*constituir seu procurador*), si nous limi-tions nos exemples aux collocations verbales.

Si, dans une perspective bilingue, le concept à transposer en langue cible peut être désigné par une ou plusieurs unités lexicales, indépendamment du nombre d'unités lexicales utilisées en langue source pour désigner le même concept, pour les collocations terminologiques, il convient de noter que les traductions littérales seront bien souvent à éviter, vu que les préférences combinatoires divergent bien souvent d'une langue à l'autre.

- *Procuration ad litem* (3 lexèmes) ou *mandat de représentation en justice* (5 lexèmes) > *procuração forense* (2 lexèmes).
- *Conclure un contrat* > *celebrar um contrato* (et non *concluire um contrato*).

Toutes ces subtilités doivent faire l'objet d'une certaine sensibilisation lors de la formation en traduction afin d'amener les futurs traducteurs à rédiger dans une langue semblable à celle utilisée dans la même situation de communication. Dans cette optique, la méthodologie préconisée par le *Data-Driven Learning* en facilite la tâche.

Le *Data-Driven Learning* en quelques mots

L'approche dite *Data-Driven Learning* ou *Apprentissage Sur Corpus* en français est défendue par des auteurs comme Tim Johns, Alex Boulton et Henry Tyne.¹ Cette approche méthodologique, inspirée de la linguistique de corpus et appliquée principalement dans le cadre de l'enseignement et apprentissage de la langue étrangère afin de favoriser une plus grande exposition à la langue cible, se base sur l'accès direct à des données linguistiques et discursives², notamment par le biais de corpus préexistants ou conçus expressément pour un enseignement spécifique. Cette approche est particulièrement discutée au niveau théorique, surtout dans le monde anglo-saxon, mais est rarement concrétisée en salle de classe. Pourtant, le contact direct avec des données linguistiques et discursives authentiques, réunies dans un corpus, permet de développer l'esprit critique et l'autonomie des étudiants, tout en favorisant un modèle d'apprentissage inductif ou constructiviste centré sur ces mêmes étudiants. Avec le *Data-Driven Learning*, est ainsi privilégiée une méthodologie de la découverte, de l'analyse et de la gestion de données linguistiques et discursives authentiques par les apprenants qui auront "à faire face à la langue cible dans des contextes non didactisés" (BOULTON ; TYNE, 2014, p. 22-23). Et c'est là que réside le véritable défi.

Data-Driven Learning et formation en traduction

L'application de cette méthodologie au contexte de l'enseignement de la traduction est relativement naturelle, vu que la gestion d'informations linguistiques authentiques et non traitées, notamment terminologiques, fait partie intégrante du travail de tout traducteur. Néanmoins, pour que les futurs traducteurs parviennent à gérer efficacement ces informations et à acquérir, au-delà des compétences communicative

¹ Ces deux derniers linguistes ont d'ailleurs écrit une œuvre de synthèse à ce propos (BOULTON; TYNE, 2014).

² À opposer à l'accès indirect, comme par exemple, la consultation de dictionnaires ou de glossaires.

et interculturelle, une véritable compétence stratégique³ en traduction, une certaine préparation est de mise et, avec le *Data-Driven Learning*, le cours de traduction devient en quelque sorte une simulation de la vie réelle du traducteur.

Les cours de traduction juridique que nous donnons dans le contexte d'une unité d'enseignement intitulée *Seminário de Tradução – Francês* en licence de traduction à l'Universidade Nova de Lisboa (NOVA FCSH) s'organisent, dans les grandes lignes, autour de la même structure: l'unité d'enseignement est divisée en différents modules thématiques qui sont dédiés chacun à un type de texte bien défini⁴, souvent court mais intégral (par exemple, la procuration, le testament ou la commission rogatoire) et qui comprennent les étapes suivantes :

- 1) Présentation du thème et du(des) texte(s) à traduire;
- 2) recherche sur Internet de dictionnaires, glossaires ou autres ressources terminologiques pertinentes par rapport au type de texte à traduire;
- 3) analyse critique du résultat de cette recherche;
- 4) présentation d'un petit corpus textuel comparable bilingue et/ou recherche en langue cible de textes comparables aux textes à traduire pour enrichir ce corpus ou pour en élaborer un nouveau;
- 5) traduction du(des) texte(s) et, pour conclure le module;
- 6) élaboration d'un glossaire collaboratif sur la base des termes qui ont provoqué le plus de difficultés lors de la traduction.

³ Nous entendons par compétence stratégique, la compétence qui renvoie aux stratégies comprises comme « tout agencement organisé, finalisé et réglé d'opérations choisies par un individu pour accomplir une tâche qu'il se donne ou qui se présente à lui. » (CECR, 2001, p. 15). Le groupe PACTE de l'Université Autonome de Barcelone qui travaille sur les descripteurs des niveaux de compétence en traduction, définit cinq compétences : 1) compétence linguistique, 2) compétence culturelle, encyclopédique et thématique, 3) compétence instrumentale, 4) compétence « prestation de services » et 5) compétence « résolution de problèmes de traduction » ; cette dernière compétence rejoint la compétence stratégique mentionnée ici. Voir <<http://grupsderecerca.uab.cat/pacte/es/descripcion>>. Consulté le 14 oct. 2019.

⁴ Le choix du type de texte se fait surtout en fonction des textes juridiques qui ont l'habitude d'être traduits sur le marché de la traduction juridique au Portugal. En plus des documents juridico-administratifs, il s'agit principalement d'actes notariés ou d'actes de procédure dans le cadre d'affaires internationales. Ces textes à traduire sont présentés du plus simple au plus complexe et regroupés par type de discours (textes juridico-administratifs, textes notariaux, textes normatifs et textes juridictionnels).

Dans la planification d'une telle séquence, on pourrait se demander où intervient le *Data-Driven Learning*. En réalité, celui-ci entre en scène à plusieurs moments de la séquence :

- 1) Lors de l'élaboration ou de l'enrichissement des différents corpus avec de nouveaux textes;
- 2) lors de la traduction des textes proposés pour résoudre d'éventuels doutes terminologiques, collocationnels ou phraséologiques et, finalement,
- 3) lors de l'élaboration des glossaires pour enrichir les fiches terminologiques, en sélectionnant des exemples en contexte suffisamment pertinents pour illustrer l'emploi des termes vedettes mais aussi en insérant des informations sur l'existence d'éventuelles expressions synonymiques et/ou collocationnelles. Toutes ces informations sont bien entendu retirées des corpus fournis par le professeur et/ou constitués par les apprenants antérieurement.

Au moment de l'élaboration/enrichissement des corpus – de préférence bilingues et comparables –, les étudiants collectent des documents en fonction du ou des texte(s) qu'ils doivent traduire.⁵ Cependant, pour obtenir un corpus réellement comparable et ainsi suffisamment valable et fiable pour toute recherche terminologique ultérieure, une sensibilisation à la typologie textuelle et discursive (BOCQUET, 2008 ; CORNU, 1990) et au degré de spécialisation du discours juridique (LOFFLER-LAURIAN, 1983; EURIN-BALMET, 1992) doit se faire. Il ne s'agit donc pas de récupérer n'importe quel texte juridique sur Internet et de l'introduire dans le corpus mais de réfléchir aux finalités de ce même corpus et de se poser des questions sur la comparabilité des textes collectés.⁶ De la sorte, les étudiants sont initiés aux principes fondamentaux de la linguistique de corpus.

⁵ Dans le cadre du Seminário de Tradução déjà évoqué, nous avons l'habitude de travailler dans les deux sens (FR>PT et PT>FR) pour chaque type de texte étudié ; ce qui justifie amplement la constitution d'un corpus comparable bilingue. Cependant, il est tout à fait justifié de travailler seulement avec des corpus monolingues (en langue cible) quand la traduction ne se fait que dans un sens.

⁶ Par exemple, s'ils doivent traduire une procuration française en portugais, ils devront trouver des exemples de procuration en langue portugaise qui présentent le même type de situation de

Si, dans un premier temps, ces corpus se limitent à prendre la forme d'une collection de textes en format PDF, il est préférable, dans un deuxième temps, que ces recueils se transforment rapidement en fichier .txt afin qu'ils puissent être soumis à un logiciel de traitement automatique de données textuelles, comme le logiciel canadien TermoStat Web 3.0⁷, développé par Patrick Drouin de l'Université de Montréal.

TermoStat Web 3.0, accessible gratuitement sur Internet, est très simple à utiliser. Après la création d'un compte sur le site internet qui loge le logiciel, il est possible d'y insérer différents corpus – en anglais, en français, en espagnol, en italien ou en portugais – qui seront traités automatiquement et confrontés à des corpus de référence, permettant de cette manière l'étiquetage du texte, l'extraction de mots ou de suites de mots correspondant à des matrices prédéfinies et l'extraction de candidats-termes. Si ces fonctionnalités – et d'autres non citées ici – sont particulièrement intéressantes pour les terminologues, il y a néanmoins d'autres possibilités de recherche qui sont plus utiles pour le (futur) traducteur, notamment la recherche de concordances (fig. 1) ou de contextes (fig. 2) en ce qui concerne des termes spécifiques.⁸

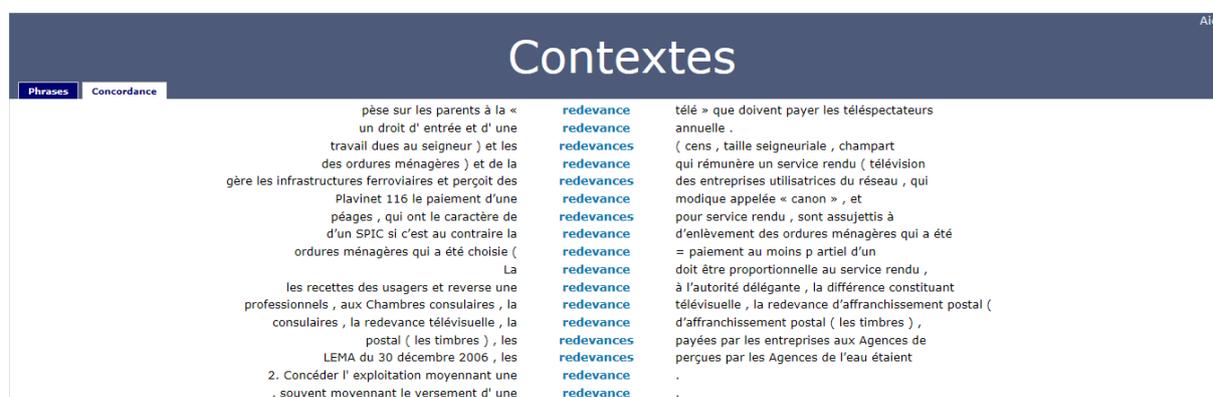


Figura 1: concordance du terme *redevance* dans le corpus JURIFRAN à l'aide du logiciel canadien TermoStat 3.0 (capture d'écran)

communication (le même type d'émetteur, de destinataire, d'objectif, etc.).

⁷ Disponible sur <<http://termostat.ling.umontreal.ca/>>. Consulté le 19 oct. 2019.

⁸ Il faut tout de même savoir que cette tâche peut être réalisée avec d'autres logiciels gratuits comme le concordancier Antconc. Disponible sur <<http://www.laurenceanthony.net/software.html>>. Consulté le 19 oct. 2019.

Contextes	
Phrases	Concordance
	Cette dernière catégorie comprend des obligations de diverses natures qui peuvent aller de l'obligation alimentaire qui pèse sur les parents à la « redevance télé » que doivent payer les téléspectateurs .
	La « franchise » est un contrat par lequel le franchiseur met à disposition du franchiseur son nom, son enseigne, son savoir-faire et une assistance technique et commerciale, contre versement d' un droit d' entrée et d' une redevance annuelle .
	Ils sont, en tant que vilains, manants ou serfs, soumis aux droits seigneuriaux, telles la corvée (impôt en nature, c' est-à-dire journées de travail dues au seigneur) et les redevances (cens, taille seigneuriale, champart, « banalités » lorsqu' ils utilisent le four, le moulin, etc .
	Également appelé contribution ou taxe (taxe foncière ou taxe sur les salaires par exemple), il se distingue cependant de la taxe proprement dite, qui rémunère un service mis à disposition (enlèvement des ordures ménagères) et de la redevance qui rémunère un service rendu (télévision) .
	De même, en 1997, il a été nécessaire de dédoubler la SNCF par un second EPIC, Réseau Ferré de France (RFF) : cette entité gère les infrastructures ferroviaires et perçoit des redevances des entreprises utilisatrices du réseau, qui ne se limitent plus à la SNCF (218) .
	Plavinet 116 le paiement d' une redevance modique appelée « canon », et à long terme (durée comprise entre 18 et 99 ans) (378) ; il peut être consenti par les collectivités territoriales et leurs groupements (379), mais non par l'Etat .
	EX2 : Une société concessionnaire de la construction et de l'exploitation d' une autoroute gère un SPA et non un SPIC, « sans qu' y fasse obstacle la circonstance que les péages, qui ont le caractère de redevances pour service rendu, sont assujettis à la TVA » (695) .
	Il s'agit d' un SPA si la taxe d' enlèvement des ordures ménagères (taxe additionnelle à la taxe sur le foncier bâti) est le mode de paiement choisi par la commune ou l'EPCI, et d' un SPIC si c' est au contraire la redevance d' enlèvement des ordures ménagères qui a été choisie (redevance = paiement au moins partiel d' un service, contrairement à une taxe, qui est sans rapport direct avec le service rendu) .
	La redevance doit être proportionnelle au service rendu, mais non la taxe .
	L' affermage Le délégataire du service public est appelé « fermier » ou « société fermière » (707) : le contrat prévoit qu' il perçoit les recettes des usagers et reverse une redevance à l' autorité délégitante, la différence constituant sa rémunération .
	776 Catégorie très hétérogène, où l' on va trouver les cotisations aux organismes de Sécurité Sociale, aux Ordres professionnels, aux Chambres consulaires, la redevance télévisuelle, la redevance d' affranchissement postal (les timbres), les redevances payées par les entreprises aux Agences de l' eau, etc... 777 Jusqu' à l' adoption de la LEMA du 30 décembre 2006, les redevances perçues par les Agences de l' eau étaient fixées contrairement à l' article 34 de la Constitution, malgré l' adoption de la loi du 15 avril 2004 transposant partiellement la DCE 2004. Abbreviations CE : elles étaient fixées par leur Conseil d' administration sur avis conforme du Comité de bassin .
	778 Considérer l' exploitation moyennant une redevance

Figure 2: relevé des phrases avec le terme *redevance* dans le corpus JURIFRAN à l'aide du logiciel canadien TermoStat 3.0 (capture d'écran)

Pour résoudre d'éventuels problèmes de traduction, ce sont principalement ces deux fonctionnalités que les étudiants utilisent, vu que, peu à peu, par la pratique, ils se rendent compte des limitations des dictionnaires, bases de données terminologiques et même parfois de certaines mémoires de traduction, surtout en ce qui concerne la traduction des collocations terminologiques et des phraséologies propres au(x) discours juridique(s). Par exemple, peu de dictionnaires et de bases de données terminologiques précisent la polysémie du terme *ordonnance* qui prend des acceptations différentes suivant le type de discours dans lequel il s'insère (législatif ou juridictionnel) et encore moins la différence d'emploi entre *rendre une ordonnance* dans le discours juridictionnel et *prendre une ordonnance* dans le discours législatif (DECHAMPS, 2013c).

Par ailleurs, ces mêmes étudiants prennent aussi conscience de l'existence de variantes lusophones et francophones, notamment au niveau terminologique :

- *certidão de registo criminal* (PT-PT) > *extrait de casier judiciaire* (FR-FR / FR-BE / FR-CH), *certificat de bonnes vie et mœurs* (FR-BE / FR-CH).⁹

⁹ Il est intéressant de noter ici que la désignation *extrait de casier judiciaire* en Belgique est en train de supplanter *certificat de bonnes vies et mœurs*, qu'en Suisse, les deux désignations coexistent mais renvoient à des documents administratifs semblables mais distincts et qu'en France,

- *juízo de paz* (PT-PT) > *justice de paix* (FR-BE), *juridiction de proximité* ou *tribunal d'instance / tribunal de police* (depuis 2017) (FR-FR).

Et enfin, ils s'aperçoivent concrètement en quoi consiste la problématique de la synonymie et de l'équivalence en terminologie.

- *Procuration ad litem* = *procuration de représentation en justice* (dénominations synonymes)
- *Cour de cassation* ≈ *Supremo Tribunal de Justiça* (dénominations équivalentes)

Ce sont encore les fonctionnalités « Concordance » et « Contexte » qui se révèlent assez efficaces pour trouver des exemples d'emploi, d'éventuels synonymes, des locutions et autres informations pertinentes en ce qui concerne les termes à décrire et à intégrer dans les glossaires collaboratifs (un glossaire pour chaque type de texte traduit). Il faut mentionner que, pour élaborer ces ressources terminologiques « évolutives », c'est-à-dire enrichies par chaque groupe-classe, les étudiants utilisent la fonction « Glossaire » de la plateforme Moodle du cours concerné (fig. 3).

on parle aussi de *bulletin n°3* pour nommer le même concept.

The screenshot shows a Moodle glossary entry for the term 'Redevance'. The interface is in Portuguese. On the left, there is a navigation menu with 'Áreas Científicas' selected, and a list of dates from November to January. Below that is an 'ADMINISTRAÇÃO' section with various options like 'Administração do Glossário', 'Editar configurações', etc. The main content area displays the term 'Redevance' with its grammatical category (Substantif féminin), two definitions, and examples in French and Portuguese. The French definition states it is a periodic payment for intellectual property. The Portuguese example refers to a law from 2007 regarding vehicle taxes. The entry also includes source information, collocations, and observations.

Figure 3: fiche terminologique (en construction) du terme *redevance* dans le glossaire collaboratif sur Moodle (capture d'écran)

Data-Driven Learning, formation en traduction, termes et collocations terminologiques

Comme effleuré antérieurement, la méthodologie défendue par le *Data-Driven Learning* présente, entre autres, l'avantage de pouvoir sensibiliser les futurs traducteurs à la question de la combinatoire des termes et de ses enjeux dans une perspective bilingue, notamment traductologique.

En partant des difficultés ressenties par les étudiants lors de la traduction des textes proposés ou même de leurs erreurs, ceux-ci sont invités à consulter les corpus disponibles et, plus précisément, les concordances et contextes des termes afin de trouver des réponses à leurs doutes. C'est aussi l'occasion, à partir de la pratique, d'arriver à la théorie en les initiant à des questions d'ordre plus terminologique. Ils sont ainsi amenés à distinguer les collocations terminologiques des unités terminologiques complexes, sur la base de leur propre construction du système conceptuel se référant au (sous-)domaine de spécialité auquel appartient le texte à traduire. En d'autres mots, ils sont incités à développer et à organiser leurs connaissances conceptuelles et linguistiques du (sous-) domaine en question afin de surmonter les problèmes de traduction qu'ils rencontrent.

Pour exemplifier nos propos, nous reprendrons ici le terme *redevance* qui relève du sous-domaine fiscal et qui a suscité de nombreux questionnements chez les étudiants, vu que la traduction en langue portugaise est loin d'être évidente. Ce terme est apparu dans un extrait de la *Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR)* signée à Genève le 14 novembre 1975, extrait traduit dans le cadre des cours dédiés à la traduction de textes normatifs. Le passage de la Convention où est utilisé le terme *redevance* est le suivant :

Aux fins de la présente convention, on entend :

a) [...]

f) par « droits et taxes à l'importation ou à l'exportation », les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'exportation, ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation de marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus ; (SUISSE, 1975, p. 1-2)¹⁰

En adoptant une approche inductive et afin de mieux cerner l'emploi de *redevance* en français, les étudiants ont été invités à consulter et à analyser les concordances de ce terme dans deux corpus juridiques distincts, le premier corpus – JURIFRAN – rassemblant des textes de semi-vulgarisation pédagogique¹¹ et le deuxième – LEGIFRAN –, réunissant des textes appartenant au discours juridique spécialisé, notamment des textes normatifs comme le Code Général des Impôts.¹²

La consultation des concordances a mis en évidence l'existence de plusieurs unités terminologiques complexes, comme *redevance télé/télévisuelle/TV*, *redevance d'enlèvement des ordures (ménagères)*, *redevance d'affranchissement postal* dans JURIFRAN (voir fig. 1) et, dans LEGIFRAN, *redevance sanitaire*, *redevance audiovisuelle*, *redevance départementale*, *redevance communale*. Ce relevé d'unités

¹⁰ In *Convention TIR*, chapitre 1er, article 1er. C'est nous qui soulignons.

¹¹ Ce corpus – JURIFRAN – a été constitué dans le cadre de notre thèse de doctorat portant sur l'enseignement-apprentissage des collocations de la langue juridique (DECHAMPS, 2013a).

¹² Disponible sur <<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006069577>>. Consulté le 15 oct. 2019.

terminologiques complexes a été ensuite confirmé par les résultats fournis par la fonction « Structuration » de TermoStat Web 3.0.

résultat imposable 	178	résultat imposable déterminé
collectivités locales 	178	
prime 	178	prime de remboursement - primes mentionnés - prime versée - primes versées - prime d' aménagement - primes d' intéressement - prime d' épargne
communauté 	176	communauté de communes - communauté européenne - communauté conjugale
redevance 	175	redevance sanitaire - redevance prévue - redevance départementale - redevance mentionnée - redevance perçue - redevance communale - redevances afférents - redevance audiovisuelle
frais 	174	frais de personnel - frais mentionnés - frais de dégrèvement - frais de chambre - frais de gestion - quote-part de frais - frais de transport - frais d' acquisition
tabac 	174	tabacs fine - tabac manufacturé - débitant de tabac
sécurité sociale 	174	cotisations de sécurité sociale - organisme de sécurité sociale

Figure 4: Résultats de la fonction « Structuration » pour *redevance* fournis par le logiciel canadien TermoStat 3.0 (capture d'écran)

Il a été également intéressant de faire observer la présence de synonymes dans ce relevé : *redevance télé/télévisuelle/TV* et *redevance audiovisuelle*, sachant le premier terme et ses variantes appartiennent à un discours de (semi-)vulgarisation et le deuxième, au discours spécialisé.

En revenant au texte à traduire, les étudiants ont pu observer qu'on n'est pas en présence d'une unité terminologique complexe mais simple, renvoyant ainsi à un concept beaucoup plus large ; ce qui ne facilitera pas sa traduction.

En effet, si tout dictionnaire bilingue français-portugais propose, dans le meilleur des cas, *taxa, direito, imposto, imposição, renda, royalties, encargo* comme équivalents pour *redevance*, n'existant ainsi aucune traduction portugaise unique pour ce terme¹³, il a fallu ici user d'un tour de passe-passe stylistique pour éviter toute répétition et/ou toute utilisation de terme(s) hors contexte, vu que nous avons, dans la phrase retirée de la *Convention TIR*, une énumération avec plusieurs termes dont les sens sont très proches et qui ne pourront pas être tous traduits par le même terme en portugais.

¹³ Cela pourra être aussi confirmé avec la consultation des différentes mémoires de traduction et autres ressources disponibles sur Internet.

par «droits et taxes à l'importation ou à l'exportation», les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'exportation»)¹⁴.

À ce niveau, il a été nécessaire, pour les étudiants, de bien comprendre les différences conceptuelles entre *droit*, *taxe*, *redevance* et *impôt*. En quelques mots, si l'impôt en tant que prélèvement obligatoire est affecté à financer différents types de services publics, la taxe et la redevance sont perçues pour l'utilisation d'un service déterminé. La différence entre taxe et redevance n'est pas très claire mais tout indique que cette différence ne porte pas sur le type de prélèvement mais plutôt sur le type de service utilisé et/ou financé avec ce prélèvement. Ainsi, la taxe sert principalement à financer un service public utilisé par le contribuable et la redevance, quant à elle, est due en contrepartie d'un service, d'une concession ou d'un avantage déterminé(e) s. Le droit ou les droits se réfère(nt) plutôt à des contributions indirectes dans des contextes très spécifiques (CORNU, 2011, p. 373, p. 860 et p. 1007).

Afin de consigner l'ensemble de ces informations conceptuelles, les apprentis traducteurs ont été invités à utiliser une application pour créer des cartes mentales ou mieux des cartes conceptuelles, comme Text2MindMap¹⁵ ou Mindomo.¹⁶ Ce type d'activité présente l'avantage de systématiser et modéliser une série d'informations collectées lors de la consultation de dictionnaires, bases de données terminologiques mais aussi et surtout lors de la consultation d'ouvrages spécialisés – notamment par le biais des corpus mis à disposition – et de la récupérer par la suite dans la traduction d'un texte et/ou dans la conception de fiches terminologiques

¹⁴ C'est nous qui soulignons.

¹⁵ Disponible sur <<https://tobloef.com/text2mindmap/#>>. Consulté le 17 oct. 2019.

¹⁶ Disponible sur <<https://www.mindomo.com/fr/>>. Consulté le 17 oct. 2019.



Figure 5: Ébauche de carte conceptuelle sur les différents types de prélèvement existant en France à l'aide de l'application Text2MindMap (capture d'écran)

Par ailleurs, en ce qui concerne la traduction en portugais des unités terminologiques complexes mentionnées *supra*, il a été intéressant de faire remarquer que cette diversité lexicale en portugais est manifeste aussi dans les quelques exemples suivants :

- *Redevance audiovisuelle* (FR) > *taxa audiovisual* (PT)
- *Redevance d'enlèvement des ordures (ménagères)* (FR) > *encargos pela recolha do lixo doméstico/dos resíduos sólidos/dos resíduos urbanos*
- *Redevance d'occupation du domaine public* (FR) > *direitos de ocupação do espaço público* (PT)

À ce propos, pour parfaire la réflexion menée en classe, il serait également pertinent que les étudiants élaborent une carte conceptuelle sur les différents types de prélèvement existant au Portugal. Fort probablement, en raison de différences d'ordre culturel au niveau de l'organisation juridique et fiscale dans ce dernier pays, déjà mises en évidence dans les traductions des unités terminologiques complexes citées ci-dessus, cette carte ne coïnciderait pas exactement avec celle élaborée pour le contexte français.

Ensuite, toujours sur la base des concordances obtenues des deux corpus JURIFRAN et LEGIFRAN, les étudiants ont été amenés à se poser des questions sur la combinatoire du terme *redevance*, surtout au niveau verbal, étant donné que, dans le passage à traduire, nous avons la collocation verbale *percevoir un droit, une taxe, une redevance, une imposition* :

les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'exportation [...] ¹⁷.

Ils en ont fait de même à partir des concordances du verbe *percevoir*. De toutes ces consultations, ils se sont rendu compte que sont attestées les combinaisons verbales suivantes :

percevoir une taxe, un droit, une imposition, une contribution, une somme, un montant, une rémunération, une cotisation, un revenu, un prélèvement, des intérêts, des dividendes, des indemnités, un loyer, une valeur ajoutée.

Par ailleurs, et dans une moindre mesure, au lieu de *percevoir*, l'emploi d'*encaisser* ou même de *recouvrer* avec le même sens (<recevoir, recueillir>) a été observé. De là, il a été possible, pour les étudiants, de conclure à une préférence combinatoire du verbe *percevoir* avec des termes qui se réfèrent à des <sommes d'argent dues>. À souligner qu'ils ont également noté cette alternance avec *payer une redevance* et *acquitter une redevance*, sachant que la première collocation est plus présente dans les textes de semi-vulgarisation (JURIFRAN) et la deuxième, dans les textes spécialisés (LEGIFRAN), tout comme être soumis à la redevance et être assujetti à la redevance.

Il est évident que toutes ces observations s'éloignent du problème concret de traduction présent dans le texte mais elles sont évidemment intéressantes à enregistrer dans la fiche terminologique du terme *redevance*, à élaborer en fin de séquence.

En revenant à la traduction de la collocation *percevoir une redevance*, il a été demandé cette fois-ci aux étudiants d'analyser la concordance de *taxa, encargos*,

¹⁷ C'est nous qui soulignons.

imposto et *direitos* dans différents corpus juridiques en langue portugaise – JURIPOR et LEGIPOR¹⁸ – afin de déterminer le verbe collocatif portugais qui correspond le mieux sémantiquement à *percevoir*. De cette consultation, on a noté la prépondérance de l'emploi du verbe collocatif *cobrar*, au détriment de verbes comme *arrecadar* ou *coletar*. De cette façon, *les droits de douane et tous autres droits, taxes, redevances et impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'exportation* a été traduit en portugais par *os direitos aduaneiros e quaisquer outros direitos, taxas, encargos, imposições diversas, cobrados na importação ou na exportação*.

Une fois la traduction des textes proposés terminée, les étudiants ont été finalement invités à compléter la fiche terminologique de *redevance* avec toutes les informations collectées lors des différents moments de recherche sur corpus. En plus des sections “catégorie grammaticale”, “définition”, “exemple” et “traduction”, ils ont ressenti le besoin de rajouter à la structure de la fiche terminologique, une section “collocations” avec l'indication des collocations terminologiques rencontrées et de leur traduction en langue portugaise et une autre section “termes complexes” avec des unités terminologiques complexes formées sur le terme *redevance*, comme *redevance audiovisuelle*. Une illustration – la carte conceptuelle de *prélèvement* (voir fig. 5) y a été également insérée.

Il est évident que ces glossaires élaborés par les étudiants sont loin d'être complètement satisfaisants à un niveau scientifique mais pédagogiquement parlant, ils présentent l'avantage d'initier ces mêmes étudiants à la recherche en terminologie, en passant du statut d'étudiants passifs à celui d'étudiants-chercheurs.

Conclusion

Comme on peut le vérifier, ce type de travail en classe est loin de se limiter à la simple traduction de morceaux choisis et à un commentaire critique de la traduction effectuée. Au contraire, tout en dédramatisant l'erreur et le doute, l'approche

¹⁸ Comme pour les corpus en langue française, le premier corpus – JURIPOR – réunit des textes de semi-vulgarisation pédagogique et le deuxième – LEGIPOR –, des textes appartenant au discours juridique spécialisé, notamment des textes normatifs comme le *Código do Imposto sobre o Rendimento das Pessoas Singulares* ou le *Código do Imposto Único Automóvel*.

ici prônée favorise un plus grand engagement des étudiants dans le processus d'enseignement/apprentissage et le développement de leur esprit critique face à des données linguistiques et discursives et, par la suite, face à la traduction élaborée. Ce dernier aspect est tout à fait essentiel, surtout quand on est conscient des limites des dictionnaires et autres bases de données terminologiques quant à la traduction de collocations et de tournures phraséologiques spécifiques au type de texte à traduire. Par ailleurs, avec le *Data-Driven Learning*, le professeur ne détient plus exclusivement le savoir – qui est à trouver dans les textes – mais devient un guide qui accompagne les futurs traducteurs dans l'acquisition de compétences primordiales en traduction et dans leur réflexion sur des questions sensibles en terminologie. Comme énoncé par Michel Sparer (2002),

Il faut [...] développer la sensibilité de nos étudiants et étudiantes à la différence qui existe dans la manière de rédiger, de formuler ou de comprendre un texte selon la tradition juridique dont il est issu (SPARER, 2002, p. 272).

et le *Data-Driven Learning* aide à cette sensibilisation afin

d'amener nos étudiants à être capable de produire un texte d'arrivée qui ressemble le plus possible à un texte rédigé spontanément dans la langue d'arrivée [...] [pour] que les utilisateurs de ces mêmes textes les comprennent naturellement, de manière à en tirer les mêmes conséquences dans l'une ou l'autre langue, en termes de droit, d'obligations et de comportement. (SPARER, 2002, p. 272-273)

Notre discours ici s'est surtout concentré sur la question de la formation initiale mais une telle approche devrait également être mise en place dans le cadre de la formation continue. Le monde universitaire doit se responsabiliser quant à la formation des traducteurs juridiques en tirant parti de ce qui se fait de mieux, entre autres, en linguistique (de corpus) et en didactique afin d'améliorer les méthodologies d'enseignement de la traduction juridique et de lancer ainsi sur le marché du travail des professionnels compétents.

Références bibliographiques

BOCQUET, C. *La Traduction juridique : fondements et méthodes*. Bruxelles : De Boeck, 2008.

BOULTON, A., TYNE, H. *Des documents authentiques aux corpus – Démarches pour l'apprentissage des langues*. Paris : Didier, 2014.

CONSEIL DE L'EUROPE. *Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues*. Paris : Didier, 2001. Disponible sur <<https://rm.coe.int/16802fc3a8>>. Consulté le 14 oct. 2019.

CORNU, G. *Linguistique juridique*. Paris : Montchrestien, 1990.

_____. *Vocabulaire juridique*. Paris : PUF, 2011.

COSTA, R.; SILVA, R. The Verb in the Terminological Collocations. Contribution to the Development of a Morphological Analyser. MorphoComp. *Proceedings of the IV International Conference on Language Resources and Evaluation – LREC 2004*. Lisbon: ELRA, 2004a, p. 1531-1534. Disponible sur <<http://www.lrec-conf.org/proceedings/lrec2004/pdf/795.pdf>>. Consulté le 10 oct. 2019.

COSTA, R. ; FERREIRA, F. ; SILVA, R. Entre langue générale et langue de spécialité. Une question de collocations. *Étude de Linguistique Appliquée – ELA*. Paris : Didier Érudition, 2004b, p. 347 – 359. Disponible sur < <https://www.cairn.info/revue-ela-2004-3-page-347.htm> >. Consulté le 19 oct. 2019.

DECHAMPS, C. *Les collocations de la langue juridique française : problématiques de l'enseignement/apprentissage à des apprenants lusophones*. Thèse de doctorat en linguistique. Lisbonne : Faculdade das Ciências Sociais e Humanas – Universidade Nova de Lisboa, 2013a.

_____. L'enseignement/apprentissage du français juridique : une proposition de démarche terminologique et didactique. *Équivalences*, 40/1-2, 2013b, p. 191-224. Disponible sur <https://www.persee.fr/doc/equiv_0751-9532_2013_num_40_1_1387 >. Consulté le 19 oct. 2019.

_____. Traduction juridique et étude des collocations : quelles perspectives ? *Parallèles* n° 25, 2013c, p. 4-18. Disponible sur <https://www.paralleles.unige.ch/files/1315/2839/0407/Dechamps_Paralleles_25_pp4-18.pdf>. Consulté le 19 oct. 2019.

EURIN-BALMET, S. ; HENAO DE LEGGE, M. *Pratiques du français scientifique*. Paris : AUPELF/UREF, 1992.

LOFFLER-LAURIAN, A.-M. Typologie des discours scientifiques: deux approches. *Études de Linguistique Appliquée* n° 51, 1983, p. 8-20.

PACTE group. Competence levels in translation: working towards a European framework. *The Interpreter and Translator Trainer* 12 (2), 2018, p. 11-131.

SPARER, M. Peut-on faire de la traduction juridique ? Comment doit-on l'enseigner ? *Meta : journal des traducteurs*, vol. 47, n°2, 2002, p. 266-278. Disponible sur < <https://www.erudit.org/fr/revues/meta/2002-v47-n2-meta692/008014ar.pdf>>. Consulté le 19 oct. 2019.

SUISSE. *Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets*. Genève, 1975. Disponible sur <<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19750305/200409190000/0.631.252.512.pdf>>. Consulté le 15 oct. 2019.

Recebido: 20/10/2019.

Aprovado: 07/01/2020.